

Ministère de la culture  
*Musée national de la Renaissance – Château d'Ecouen*

*Travaux d'entretien des toitures, gouttières, chéneaux et descentes E.P. du château d'Ecouen et de ses annexes.*

---

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

---

### **I - Identification de la personne morale de droit public qui passe le marché**

Ministère de la culture  
Musée national de la Renaissance  
Château d'Ecouen  
95440 ECOUEN  
Personne responsable du pouvoir adjudicateur :  
Monsieur CREPIN-LEBLOND, Directeur du Musée

### **II – Caractéristiques du marché**

#### **2.1 Objet du marché**

Travaux d'entretien des toitures, gouttières, chéneaux et descentes E.P. du château d'Ecouen et de ses annexes.  
Les spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

#### **2.2 Forme et prix du marché**

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée soumis aux dispositions de l'article 2123-1 du code de la commande publique. Le présent marché fait l'objet d'un lot unique « couverture » à prix unique forfaitaire défini par année conformément à la DPGF.

#### **2.3 Personne habilitée à donner les renseignements liés au présent marché**

Le directeur du musée national de la Renaissance, ou son représentant.

#### **2.4 Maître d'ouvrage**

Le directeur du musée national de la Renaissance, ou son représentant.

#### **2.5 Maître d'oeuvre**

Monsieur Benjamin Aba-Perea, architecte des bâtiments de France,  
UDAP Val d'Oise, 37 rue de la Coutellerie, 95300 Pontoise.

#### **2.6 Imputation budgétaire**

chapitre 0175 – article 02

#### **2.7 Comptable public assignataire des paiements**

Le Comptable public assignataire des paiements est le :  
MAPA 25-02 / CCAP couverture / Château d'Ecouen

## **2.8 Sous-traitance**

Le marché ne peut être sous-traité.

## **III - Clauses administratives particulières**

### **3.1 – Pièces constitutives du marché dans l'ordre suivant :**

- le RC, le règlement de la consultation
- l'acte d'engagement (ATTRI1)
- la DPGF, la décomposition du prix global et forfaitaire,
- le présent cahier des clauses administratives particulières, (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses pièces graphiques
- le CCAG travaux (non joint).

### **3.2 -Durée du marché**

Le marché est passé pour une durée d'un an à compter du premier janvier de chaque année sauf la première année où il part de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2025.

Le marché est renouvelable trois fois par tacite reconduction à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Dans le cas d'une décision de non renouvellement par l'une des parties, celle-ci doit en informer l'autre par écrit quatre mois avant la fin de la période contractuelle en cours.

### **3.3 - Obligations du titulaire**

1. Les horaires d'intervention des entreprises doivent respecter les horaires d'ouverture du domaine (8h-17h30) pour les interventions à l'extérieur du château et ceux du musée (9h30-12h45 et 14h-17h45 du 15 avril au 30 septembre et 17h15 du 1er octobre au 14 avril) pour les interventions à l'intérieur du château, sauf accord préalable avec les responsables du musée. Le titulaire a accès aux installations objet du marché à la condition qu'il ait informé préalablement le responsable du service technique du musée, ou à défaut la secrétaire générale ou le directeur, de la date et heure de son intervention. L'accès peut être soumis à des conditions exceptionnelles (manifestations ou autres événements) auxquelles les préposés du titulaire doivent satisfaire.
2. Dans le cadre de ses activités, le titulaire et son personnel devront se conformer aux règles de sécurité et d'accès aux locaux concernés, indiquées dans le règlement des entreprises établi par le musée et le domaine, et également suivre les consignes des agents du poste d'accueil et de sécurité.
3. Protection des ouvrages exécutés : les réparations ou remises en état nécessaires à la suite de fautes de protection seront imputées au compte de l'entreprise. Aucun versement ne sera fait à l'entreprise jusqu'à l'exécution de ces remises en état.
4. Le titulaire est tenu de souscrire, avant tout commencement d'exécution, une police de responsabilité civile professionnelle, couvrant les conséquences pécuniaires de dommages de toutes natures, corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers soit par le personnel salarié en activité de travail (ou par le matériel d'entreprise ou d'exploitation) soit du fait des fournitures ou prestations.
5. Le personnel du titulaire doit observer un comportement courtois vis-à-vis du personnel et du public. Lors des interventions dans les zones accessibles au public, une présentation correcte est demandée. Compte tenu du contexte particulier du musée et notamment de l'aspect sensible des problèmes de sécurité et de sûreté, le titulaire et son personnel ne doivent divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du marché ou qui pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci. Le titulaire doit sans délai avertir le musée de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.
6. Le titulaire fournit à son personnel, et sous sa seule responsabilité, l'outillage nécessaire à l'exécution du présent marché. Si de l'outillage et des matériels appartenant au musée étaient prêtés au titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa propre responsabilité.

## **IV – Modalités d'exécution du marché**

### **4.1 -Délais d'exécution**

Les deux interventions annuelles seront planifiées dès le début de l'année avec les responsables du musée.

## 4.2 -Livraison, contrôle et réception des prestations

Les travaux doivent être conformes aux spécifications techniques et normes indiquées dans les CCTP, sous réserve de modification élaborée d'un commun accord entre le titulaire et le maître d'œuvre.

Les travaux sont réceptionnés par le maître d'œuvre en accord avec le maître d'ouvrage. Deux réceptions annuelles auront lieu, conformément à la DPGF et donneront lieu aux paiements correspondants aux travaux effectués.

Le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.), hors entretien, sera fourni à la fin de chaque année si nécessaire.

## V- Prix et règlement du marché

### 5.1 - Contenu des prix

Les prestations sont effectuées au prix annuel global et forfaitaire, toutes taxes comprises, fixé sur la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), correspondant au cahier des charges tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement.

Le prix intègre tous les coûts liés à l'exécution des prestations.

### 5.2 -Paiements

Le paiement s'effectuera, après vérification et acceptation d'un commun accord du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage et du titulaire du marché, selon les règles de la comptabilité publique. Le musée se libérera des sommes dues au titre du marché en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte (*Joindre un R.I.B.*) précisé ci-après :

Les prestations sont réglées par virement administratif. Les prix doivent être conformes à la DPGF. Des règlements partiels auront lieu dès lors que les travaux intermédiaires seront réalisés et réceptionnés par le maître d'œuvre en accord avec le maître d'ouvrage. Chaque facture doit rappeler la référence du marché et l'intitulé des prestations.

Pour déposer sa facture, le titulaire devra se connecter au site suivant :

<https://www.chorus-pro.gouv.fr>

en indiquant à chaque saisie d'une facture :

- le **numéro d'engagement juridique** (numéro à 10 chiffres porté sur le bon de commande ou sur les documents contractuels)
- le **code service facturier** : CGF0000075
- le **SIRET acheteur pour l'Etat** : 11000201100044

Un exemplaire est à adresser au musée à l'adresse mél suivante : [chorus.ecouensg@culture.gouv.fr](mailto:chorus.ecouensg@culture.gouv.fr)

## VI – Assurances

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de survenance des dommages corporels et/ou matériels. La garantie devra être suffisante et illimitée pour les dommages corporels.

Il doit produire au musée, avant tout commencement d'exécution, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée des garanties. Le titulaire s'engage à informer expressément le musée de toute modification de son contrat d'assurance.

## VII - Résiliation et litiges

Instance chargée des procédures de recours :  
Tribunal administratif de Paris